



Le Groenland, épicentre des rivalités arctiques

Par Simon Quesemand-Berman*

Le 15 janvier 2025, Donald Trump, réinvesti président des États-Unis, relançait le débat sur « l'achat » du Groenland lors d'un discours enflammé : « *C'est un investissement pour dominer le futur. Les Chinois le savent, nous devons agir !* ». Cette déclaration, loin d'être anecdotique, s'inscrit dans une course aux ressources pour les technologies, et aux routes polaires accélérées par la fonte des glaces due au réchauffement climatique (+3,5°C en Arctique depuis 1980). La plus grande île du monde devient le symbole des contradictions de notre époque : eldorado minier pour les uns, sanctuaire écologique pour les autres, et champ de bataille (de moins en moins) silencieux pour les puissances.

L'ARCTIQUE, COFFRE-FORT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le Groenland détient 11 % des réserves mondiales de terres rares, essentielles aux batteries électriques et aux éoliennes. La Chine, qui contrôle 60 % de la production mondiale de terres rares, l'a ciblé comme relais de son hégémonie minière : 2,3 milliards de dollars ont été investis entre 2020 et 2024 dans des projets comme Kvanefeld, via des entreprises soutenues par Pékin, selon le *China Institute of International Studies*. En réponse, les États-Unis ont activé en 2023 la *Defense Production Act*, outil historique de sécurité nationale, pour consacrer 500 millions de dollars à la sécurisation de leurs chaînes d'approvisionnement en minerais critiques, dont ceux du Groenland. Une manœuvre justifiée par le Pentagone comme « vitale » pour contrer l'influence chinoise dans l'Arctique (rapport au Congrès, 2024), qui ne pourra que s'accroître sous cette nouvelle gouvernance Trump. L'Union européenne (UE), en retard, a lancé en 2024 un « Fonds arctique » de 300 millions d'euros, jugé « dérisoire » par le *Danish Institute for International Studies*. Pourtant, le Groenland pourrait alimenter 50 % des besoins en néodyme (métal essentiel au marché de l'électronique en pleine expansion) de l'Europe, si des investissements massifs étaient consentis.

*Simon Quesemand, 22 ans, est étudiant en master d'histoire des relations internationales à Paris 1 Panthéon-Sorbonne où il travaille sur l'influence des lobbies sur la politique étrangère américaine. Directeur des relations publiques et du plaidoyer du *think tank* universitaire *Deep Blue*, il milite pour une meilleure prise en compte des enjeux maritimes par la jeunesse. Il est également ambassadeur de la Chaire Grands Enjeux Stratégiques Contemporains.

ROUTES POLAIRES ET MILITARISATION : LE GRAND JEU ARCTIQUE

Avec 40 % de banquise en moins depuis 1980, les routes du Nord-Est et du Nord-Ouest deviennent navigables cinq mois par an en moyenne. Le trafic y a augmenté de 75 % entre 2020 et 2024 (*Arctic Council*), attisant les tensions. La Russie, qui a ouvert six nouvelles bases militaires dans l'Arctique depuis 2022, y teste des missiles hypersoniques, ce qui alimente le désir récemment exprimé par Trump de se doter d'un « dôme de fer » américain. Les États-Unis, via la base de Thulé (Groenland), modernisent déjà leur système radar GBMD (*Ground-Based Midcourse Defense*) pour 8,2 milliards de dollars, capable de neutraliser des missiles balistiques intercontinentaux russes ou chinois. La Chine, bien que non riveraine en Arctique, déploie des brise-glaces comme le *Xuelong 2* et négocie des droits d'escale au Groenland. Au forum de Boao 2024, Pékin a d'ailleurs qualifié les routes polaires de « prolongement naturel des Nouvelles routes de la soie », essentielles à l'assise de ses exportations de biens manufacturés dans le monde, et particulièrement vers l'Europe.

UNE MINORITÉ AUTOCHTONE FACE AUX APPÉTITS GÉOPOLITIQUES

Avec moins de 57 000 habitants sur un territoire grand comme quatre fois la France, le Groenland incarne le paradoxe d'une terre sous-peuplée mais surconvoitée. Les Inuits (près de 90 % de la population) défendent un mode de vie hybride : chasse traditionnelle (35 % des foyers) et consommation mondialisée (90 % des biens importés du Danemark). Leur aspiration centrale ? Une indépendance économique qui préserve leur culture, sans sacrifier l'Arctique à l'extractivisme. Les clivages générationnels reflètent cette quête d'équilibre : si 70 % des moins de 30 ans souhaitent développer le tourisme et les énergies vertes (*Université du Groenland*, 2024), les aînés craignent l'effritement des droits ancestraux. La dépendance aux subventions danoises (60 % du PIB) complique l'émancipation : même après déduction des recettes locales (pêche, tourisme), chaque Groenlandais « coûte » 3 700 € par an à Copenhague, du fait du coût élevé des infrastructures énergivores de l'Etat-providence dans une région si vaste et reculée. Ainsi, si 73 % des Groenlandais déclarent redouter l'influence chinoise, perçue comme néocoloniale (*Polar Research*



« Si 73 % des Groenlandais déclarent redouter l'influence chinoise, perçue comme néocoloniale (Polar Research Institute), et 82 % rejeter toute tutelle américaine, malgré les promesses de financement de Donald Trump (Gallup Greenland, 2025), il faut souligner l'a priori favorable à l'égard de l'Union européenne (62 %), toutefois jugée trop passive. » Simon Quesemand-Berman

Institute), et 82 % rejeter toute tutelle américaine, malgré les promesses de financement de Trump (*Gallup Greenland*, 2025), il faut souligner l'a priori favorable à l'égard de l'UE (62 % de soutien), toutefois jugée trop passive.

L'EUROPE EN ARCTIQUE : REALPOLITIK VERTE OU DÉCLIN STRATÉGIQUE ?

Pour contrer les ambitions américaines et chinoises, l'UE doit avoir la volonté politique et le pragmatisme de transformer ses normes écologiques en levier de puissance, sans tomber dans l'angélisme. Trois axes de développement s'imposent :

- Une force maritime commune construite autour du Danemark et de la Norvège : indispensable pour sécuriser les routes polaires face à la Russie (23 navires militaires repérés en 2024).
- Des entreprises minières éthiques : exploiter les terres rares (20 % des besoins européens d'ici 2030) via des partenariats locaux, en liant les permis d'extraction à des transferts de technologie verte (parcs éoliens ou des centrales géothermiques, bénéficiant de tout l'espace nécessaire).
- Un fonds souverain arctique : réduire les importations coûteuses d'électricité et nourriture depuis l'Europe, en réinvestissant une partie des revenus miniers dans des infrastructures énergétiquement optimisées : recyclage de l'énergie des data centers naturellement rafraîchis par le climat local, détournement de la géothermie du sous-sol groenlandais (riche en sources chaudes volcaniques) pour des serres agricoles.

Ce plan de développement d'infrastructures civiles consoliderait l'influence européenne et son appréciation par les autochtones. Il exige un pari financier (quelques milliards d'euros par an), mais l'enjeu à moyen et long terme dépasse la rentabilité immédiate : il s'agit d'éviter que le Groenland ne devienne l'arrière-cour stratégique militaire des États-Unis, ou un « hub » chinois en Atlantique Nord.

« Pour contrer les ambitions américaines et chinoises, l'UE doit avoir la volonté politique et le pragmatisme de transformer ses normes écologiques en levier de puissance. »

Simon Quesemand-Berman

Pour les intérêts malmenés de l'Europe, le Groenland ne doit pas être un fardeau écologique, mais un test de crédibilité géoéconomique. Face à Trump qui mise sur le chèque et Pékin sur le clientélisme, Bruxelles doit prouver que ses normes ne sont pas un frein, mais un avantage concurrentiel. La clé ? Faire du Pacte vert un outil d'influence, en liant aide au développement et accès privilégié aux ressources. Le temps n'est plus aux incantations morales, mais aux investissements ciblés, avant que la fenêtre arctique ne se referme. ■

RESSOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

- *The Military Balance 2024*, International Institute for Strategic Studies, Londres.
- Bjørst, L. (2024). « Indigenous Agency in the Arctic Geopolitics », Cambridge University Press.
- Nuttall, M. (2023). « Climate, Society, and Subsurface Politics in Greenland », Routledge.
- Arctic Resilience Report (2025), Stockholm Environment Institute.
- EU Strategic Compass for the Arctic (2025), European External Action Service.
- SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm), 2024, « Military Buildup in the High North: A Risk Assessment ».
- The Minamata Convention and Arctic Mercury Pollution; United Nations Environment Programme (UNEP, 2023).
- RAND Corporation (2025). « Rare Earths and Great Power Competition ».